

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STAUB FONDERIE

Rue des Fondeurs
59660 Merville

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\STAUB_Merville_070.03219\2_INSPECTIONS\
2023-06-21_Source radioactive\STAUB_MERVILLE_RAPVI_0007003219.odt
Code AIOT : 0007003219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement STAUB FONDERIE implanté rue des Fondeurs 59660 Merville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STAUB FONDERIE
- Rue des Fondeurs 59660 Merville
- Code AIOT : 0007003219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Merville est une fonderie qui produit des articles de cuisson en fonte qui subissent un émaillage. La fonte est produite grâce à deux cubilots utilisés sous un régime de production

de 3,5 t / h. Après séparation des moules, au décochage, les pièces sont meulées, grenaillées avant émaillage. Le site emploie environ 310 personnes sur une superficie d'environ 57 000 m².
L'arrêté préfectoral d'autorisation du site date du 29 août 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le contrôle de radioactivité lors de réception de ferrailles de récupération,
- les engagements de l'exploitant dans la fourniture d'un nouveau calcul D9/D9A pour mettre en conformité son site avec les dispositions relatives à la ressource en eau en cas d'incendie et au confinements des eaux d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des projets sont en cours sur le site, tout d'abord un nouveau bâtiment pour du stockage supplémentaire. Le dossier de porter-à -connaissance doit être déposé prochainement. Pour le projet fonderie, des décisions sont encore attendues par la direction pour connaître le projet final.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ferrailles de récupération	Circulaire du 30/07/2003	/	Sans objet
2	Mise à jour du calcul D9/D9A	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 8.5.3.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un contrôle a lieu sur les chargements des ferrailles de récupération qui entrent dans le process. Ce contrôle s'effectue en amont par le fournisseur et sur site via un système portable. L'étude relative aux calculs D9/D9A a été fournie à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ferrailles de récupérations

Référence réglementaire : Circulaire du 30/07/2003,
Thème(s) : Risques accidentels, source radioactive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le 22 octobre 2021, une source radioactive, a manifestement été fondue au sein du four électrique de l'aciérie LME de Trith-Saint-Léger (près de Valenciennes). La source de césium-137 a échappé aux contrôles au sein des ferrailles incorporées au process, la détection de l'incident, malgré plusieurs alertes au sein de LME, a finalement été faite par le déclenchement d'un portique au sein de Recytech, traiteur des poussières de filtres à manches de LME. Un tel incident entraîne des risques de rejets de radioactivité artificielle à l'environnement et donc un risque sanitaire. L'incorporation de radioactivité à des biens de consommation non détectée a posteriori est un autre risque potentiel. Le risque industriel est également important, une installation massivement contaminée étant inutilisable jusqu'à une décontamination très longue et coûteuse.</p> <p>Le SR propose donc l'examen de la situation des sites admettant des métaux de récupération à fondre dans leur process pour vérifier le bon niveau de prévention de ce risque. Il existe sur le sujet des déclenchements de portiques dans les fonderies, une circulaire du 30 juillet 2003 et des prescriptions d'utilisation de portiques pour toute admission de ferrailles dans certains arrêtés préfectoraux.</p>
<p>Constats : Dans les matières premières reçues sur le site, on trouve bien des ferrailles de récupération. Le site ne dispose pas d'un portique de contrôle de la radioactivité mais fait contrôler ce paramètre chez les fournisseurs. Ces ferrailles sont contrôlées au niveau de la radioactivité par le fournisseur. Ceci est prévu par la procédure STAUB "Gestion des contrôles à réception composants et matières premières" et le cahier des charges de chaque type de ferrailles. Les matières premières doivent avoir un taux de radioactivité inférieur à 0.2 µSv/h. Des certificats de conformité au cahier des charges sont réclamés aux fournisseurs à chaque livraison. A la réception sur site, un contrôle du chargement au radiomètre est également réalisé. L'exploitant n'a pas pu justifier de l'étalonnage de l'appareil, il va se munir d'un autre appareil qui pourra être étalonné. Dans le projet d'extension de site, un portique sera prévu avec des zones d'isolement en cas de déclenchement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à jour du calcul D9/D9A

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2022, article 8.5.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, calcul D9/D9A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant proposera, sous un délai de 6 mois, à compter de la signature du présent arrêté, une mise à jour des calculs D9 et D9A ainsi qu'une étude technico-économique pour justifier de l'existence des moyens en eau ainsi qu'un volume de rétention sur le site afin d'assurer la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie) en adéquation avec les moyens du SDIS.</p> <p>Les moyens permettant d'assurer la DECI devront avoir reçu l'aval du SDIS.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le réseau incendie est maintenu hors gel. L'exploitant veille en particulier à vidanger les parties aériennes après chaque utilisation en portant une attention particulière aux points bas.</p> <p>Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.</p> <p>Les points d'eau incendie doivent être implantés, signalés, numérotés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Contre l'Incendie du Département du Nord.</p> <p>– Permettre au SDIS d'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none">• la reconnaissance opérationnelle initiale des réserves incendie. À ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès-verbal de réception de ces dernières ;• la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. À ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des réserves comprenant entre autres le contrôle de la capacité utile ;• Avertir sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des points d'eau incendie, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.
<p>Constats : L'exploitant a réalisé une étude "Notice des besoins en eau d'extinction d'incendie" par la société ANTEAGROUP. Elle date de septembre 2022. La société kali'EAU a également réalisé une étude des moyens de défense incendie et du confinement des eaux potentiellement polluées, en octobre 2022. Cette étude se conclut par 3 propositions de confinement des eaux polluées (pour un budget allant de 1 667 787 € à 2 520 713 €) et une proposition pour la défense incendie (144 730 €). Avec les projets en cours, logistique et fonderie, ces solutions seront actées dans les futurs arrêtés après validation des solutions par le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet